



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

SYNTHÈSE 52^{ème} RÉUNION DU CLUB CLE-DOUANES 18 Juin 2014 « La Politique Douanière De La France »

ANIMATION

- M. Jean-Michel THILLIER – Direction Générale des Douanes et Droits indirects, Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Sous Directeur Commerce International
 - Mme Michèle PETITGENET – Présidente de l'ODASCE

LEXIQUE pour la facilitation de la lecture :

AE : Actes d'Exécution

AD : Actes Délégués

APO : Author Position

CDC : Code des Douanes Communautaire

CDU : Code des Douanes de l'Union

Com : Commission Européenne

COFIL : Comité de Pilotage

DAC : Dispositions d'application du code

DACM : Dispositions d'application du code des douanes modernisé

DC : Dédouanement Centralisé

DEE : Droit d'être entendu

DT : Dépôt Temporaire

EM : État Membre

ENS : Entry Summary declaration – déclaration sommaire d'entrée dans le cadre du programme ICS

ICM : Inscription en comptabilité matière

GUN : Guichet unique national

OEA/AEO : Opérateur Économique Agréé – Authorised Economic Operator

PDUC : Procédure de Domiciliation Unique Communautaire

REC : Régimes économiques

SA : Self assessment – Auto-évaluation

SI : Systèmes d'information

TDU : Territoire Douanier de l'Union

TCG : Trade Contact Group. Groupe de contact entre la Commission Européenne et les fédérations/organismes professionnels

INTRODUCTION DE MICHÈLE PETITGENET Présidente de l'ODASCE

Le Club Clé-Douane de l'ODASCE du 27 novembre 2012 avait permis de faire le point sur le futur Code des douanes de l'Union (CDU). Monsieur Jean-Michel Thillier, l'avait déjà animé et nous avons présenté notamment le calendrier et l'état d'avancement du CDU au stade des négociations de l'époque.

Contenus/modifications du CDU :

- RTC
- Régimes douaniers économiques
- Dépôt temporaire
- Dérogation à l'obligation d'être établi dans l'UE
- Garantie globale



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

- Dématérialisation et douane électronique
- Statut et facilitations OEA
- Dédouanement centralisé
- Guichet unique et auto-évaluation
- Prescription décennale

La réglementation douanière européenne se modernise avec l'adoption en 2013 du Code des Douanes de l'Union (CDU) et l'élaboration en cours de ses actes.

Le traité de Lisbonne a eu pour conséquence de remettre en cause cette perspective temporelle. En effet, au travers des articles 290 et 291 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, a été modifié le champ des compétences normatives et la répartition de ces compétences entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission, avec la distinction entre actes délégués et actes d'exécution ; des actes délégués pouvant être conférés à la Commission européenne et obéissant à une procédure spécifique de mise en œuvre.

Le champ des compétences déléguées et d'exécution dévolu à la Commission se révèle particulièrement large : près d'une quarantaine d'actes relèvent à présent du domaine de la délégation accordée à la Commission européenne ; cela concerne la déclaration en douane, la preuve du statut douanier, les moyens d'échange et de stockage d'informations, les opérateurs économiques non établis sur le territoire douanier de l'Union, etc.

La DGDDI, a organisé plusieurs réunions pour débattre des propositions de la commission sur le CDU et les actes avec les acteurs du commerce international, les fédérations (dont l'ODASCE), ce qui est positif.

L'opérateur du commerce international a besoin d'un code des douanes clair pour traiter ses opérations, mais aussi d'un maximum d'harmonisation pour éviter la concurrence déloyale.

Par ailleurs la commission européenne a émis une proposition de directive présentée le 13 décembre 2013 au Parlement européen et au Conseil pour un nouveau cadre juridique de l'Union sur les infractions douanières et les sanctions.

La Commission européenne estime que « le Code des douanes de l'Union répond aux attentes et besoins s'agissant des régimes douaniers mais que cette évolution significative doit s'accompagner de règles communes sanctionnées correctement de manière plus uniforme dans l'ensemble de l'Union ».

Il reste certaines faiblesses inhérentes au système douanier européen : absence d'administration douanière européenne, absence d'école des douanes pour le secteur privé, recette revenant partiellement aux États, absence d'unification des procédures ou même d'harmonisation des législations nationales en matière de comportement des administrations douanières nationales dans le contrôle et le règlement des litiges douaniers et leurs sanctions.

La Commission note ainsi que les sanctions vont de la simple amende à des peines d'emprisonnement pour certaines infractions, que le caractère pénal de l'infraction relève de seuils financiers fort différents et que même les délais de prescription sont très inégaux : de un an à trente ans ou pas de délai.....

Pour les opérateurs économiques que nous sommes, les systèmes répressifs des États membres (EM) sont facteurs d'insécurité juridique et procurent des avantages indus à ceux qui enfreignent la législation dans un État membre plus clément et contribue ainsi à une inégalité de traitement entre les opérateurs économiques ce qui entraîne une incidence importante sur l'égalité des conditions de concurrence.

Cette proposition de directive, si elle est votée, induirait une adaptation des législations nationales à effet au plus tard au 1er mai 2017.

Que nous prépare la DGDDI sur ce thème et quelle sera la participation du secteur privé ?



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

INTERVENTION DE JEAN-MICHEL THILLIER

Direction Générale des Douanes et Droits indirects, Sous-Directeur Commerce International

PROPOSITION DE DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL SUR LE CADRE JURIDIQUE DE L'UNION RÉGISSANT LES INFRACTIONS DOUANIÈRES ET LES SANCTIONS QUI Y SONT APPLICABLES

D'une manière générale le gouvernement français est favorable à tout ce qui peut accroître l'harmonisation des pratiques dans l'UE.

Les sanctions ne sont pas forcément le premier point à harmoniser.

Les points prioritaires à harmoniser :

1^{er} point : la mise en œuvre de la réglementation européenne afin d'éviter les inégalités de traitement, les détournements de trafics, etc. Il faut des textes plus précis et c'est aujourd'hui un des objectifs du CDU : accroître cette harmonisation dans la base juridique de la réglementation douanière.

2^{ème} point : les contrôles. La manière de conduire les contrôles, les fréquences, les taux ou la méthodologie n'est pas harmonisée à ce jour. L'organisation relève du domaine national y compris l'analyse de risque sur les opérateurs. Quelques grands principes existent au niveau européen mais pas forcément le même processus organisationnel ou méthodologique.

C'est un élément qui génère une certaine inégalité de traitement ressentie par les entreprises.

Au-delà de ce constat le taux de contrôle physique est le même à Rotterdam, au Havre, à Schiphol et Roissy.

3^{ème} point : les sanctions. C'est un domaine régalien où les EM font à peu près ce qu'ils veulent même si on a connu quelques avancées. La Commission n'a pas fait beaucoup d'efforts pour faire appliquer la directive PIF (Protection des Intérêts Financiers de l'UE) dans les EM alors que certaines dispositions permettent d'utiliser le recours en manquement lorsque certaines dispositions de celles-ci n'ont pas été respectées.

Le Rapprochement des sanctions paraît assez utile voir indispensable et cela fait partie des priorités de la France lorsqu'elle assume la présidence de l'UE.

Concernant plus précisément la proposition de directive sur les sanctions : c'est la Commission contre les 28 EM, qui ont presque systématiquement tous rejeté le texte au Conseil. Bien que celui-ci ait été mis plusieurs fois à l'ordre du jour du groupe « union douanière », il n'y a pas eu à ce jour de lecture article par article de celui-ci.

La commission a entrepris des démarches bilatérales pour relancer le sujet mais le fond du problème est dans la façon dont elle s'y est prise :

1/ la proposition de directive de la commission fixe 3 catégories d'infractions :

- Catégorie 1 : infractions à responsabilité stricte
- Catégorie 2 : Infractions commises par négligence
- Catégorie 3 : Infractions de type intentionnel

Mais il n'y a aucune définition de celles-ci, autrement dit pas de critères objectifs pour classer les infractions entre ces 3 catégories (élément intentionnel non précisé, pas de définition de la notion de



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

faute, etc.)

Classification des infractions qui portent à confusion et non objectivée.

2/ aucun lien n'est fait avec la directive PIF qui comporte un volet sanctions ou sur le texte sur le parquet européen

3/ aucune définition du périmètre : doit-on inclure la TVA import, par exemple ? La réponse est « non » pour les EM.

4/ la base juridique choisie par la Commission : certains EM (dont le Royaume-Uni et la France) souhaitent que cette réglementation relève du titre V du traité sur le fonctionnement de l'UE (justice et affaires intérieures) alors que la Commission a choisi l'art 33 (coopération douanière).

La balle est dans le camp de la Commission qui va sûrement rencontrer la présidence italienne et certains EM pour voir comment avancer sur ce dossier.

Q : Pourquoi une directive plutôt qu'un règlement qui permettrait plus d'harmonisation ?

R : Car plus compliquée à négocier alors que c'est déjà difficile avec une directive.

Q : Impression donnée par le texte : les petites infractions sont plus sanctionnées que les grandes ?

R : Si on regarde le mode de sanction actuel en France : le % appliqué à une valeur plus importante est inférieur à celui appliqué à une valeur d'infraction moins importante. Par ailleurs la transaction n'est pas évoquée dans le texte.

Q : Comment voyez-vous l'harmonisation ? La base de cette proposition ne peut-elle pas être un élément d'une réflexion dans le cadre d'affichage pour la compétitivité ?

Q : Le traitement de la négligence n'apparaît pas explicitement dans le texte. En France c'est utilisé pour sanctionner les délits graves. Il faudrait d'abord s'entendre au niveau européen sur la qualification de la sanction avant de s'entendre sur le niveau des sanctions.

Autre difficulté : les compétences des administrations douanières sont hétérogènes dans l'UE même en ce qui concerne la qualification des infractions ou les pouvoirs d'investigation et de contrôle.

Exemple la douane au Danemark ne s'occupe pas des manquements aux obligations déclaratives.

En novembre nous aurons une nouvelle Commission : quelle sera sa vision ?

LE POINT SUR LE CODE DES DOUANES DE L'UNION (CDU) - *Voir présentation en annexe*

CALENDRIER ET MÉTHODOLOGIE DE TRAVAIL : slide 3 à 7

Malgré des conditions matérielles difficiles on voit que tous les États membres veulent aller au bout de l'exercice de la mise en place des Actes Délégués (AD) et actes d'exécution (AE), ce qui n'était pas le cas lors de la mise en place du nouveau code des douanes.



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

Il est à noter que le processus de décision entre les deux actes n'est pas le même. L'entrée en vigueur des actes est prévue pour le 1er mai 2015 et leur application au 1^{er} mai 2016 mais la base juridique est très évolutive dans le temps compte tenu du développement des systèmes informatiques.

Les négociations : délais tendus et Commission très active dans les débats.

Gestion du texte par la Commission : expéditive, parfois ne bouge pas de position, parfois en attente du parlement sur les AD. Modifications les plus marginales possibles.

Il y a la volonté de simplifier les procédures mais toutes les dispositions qui touchent aux ressources propres de l'UE ont été durcies sauf pour les OEA.

Fil conducteur de la Commission : dématérialisation de tous les échanges, pas seulement les aspects déclaratifs mais aussi les demandes de facilitation, etc. (RTC, demande d'intervention PI...)

Les régimes particuliers : discussions nourries EM-COM sur et position ferme de la Commission sur certains sujets (quantités et transferts) ; faute de temps, débat parfois renvoyé au comité des régimes économiques.

Les modalités de prise en compte de la consultation des fédérations et organismes professionnels (TCG) ne sont pas claires.

Planning de travail : L'intention initiale de la Commission est d'envoyer les textes modifiés à partir de la fin du mois de juillet mais en 3 blocs (1er vers le 15 juillet, le 2^{ème} vers le 31 juillet et le 3^{ème} au 15 août) avec une dizaine de jour pour réagir à chaque fois.

Ce sera une version consolidée qu'il faudra comparer avec le texte initial sachant que des morceaux de textes ont été déplacés dans ou entre les différents textes (AD et AE).

À partir du 10 septembre : convocation du 2^{ème} cycle de négociation.

LE DÉDOUANEMENT CENTRALISÉ : Slide 8

- Les délais : le délai de consultation des EM lors des demandes et le fait que la seule réponse d'un EM et non réponse des autres valait acceptation gêne certains EM. Les délais de consultation devraient être rallongés afin de permettre à l'EM consulté de disposer d'un temps de réflexion raisonnable (passer de 30 à 45 jours). De plus, l'agrément préalable de l'État membre consulté serait nécessaire avant le lancement de l'autorisation.

- La problématique de la TVA import et des statistiques. Position de la France : ouvrir, au moins pendant une période transitoire, la possibilité que ce soit les SI privés et pas forcément douaniers du pays de supervision qui transmettent les informations fiscales et statistiques au pays de présentation de la marchandise. A terme, la transmission des données TVA et statistiques devraient être transparente pour les opérateurs, le bureau de supervision communique directement les informations nécessaires au bureau de présentation.

- Faut-il une notification d'arrivée de la marchandise au bureau de présentation ? Position de la France : pas forcément puisque le dédouanement centralisé est réservé aux OEA/AEO. La commission souhaite mettre en place une nouvelle notification, appelée notification de présentation. Celle-ci remplace la notification d'arrivée des marchandises. Elle s'applique à toutes les simplifications chaque fois que l'opérateur souhaite attribuer un régime douanier aux marchandises.

- Le champ d'application : le DT et le transit sont hors champ du dédouanement centralisé, mais, faire du dédouanement centralisé qui ne partirait pas du lieu où se trouve les marchandises n'aurait pas de sens.

- ICM : système à développer, travail à mener avec les IT.



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

- Les prérogatives des différents bureaux douane : éclaircir la répartition des rôles.

OEA/AEO Slide 9

Plus présent et plus souvent un préalable à l'obtention d'une facilitation. La solvabilité des OEA/AEO est également très importante pour la Commission : plus de précisions sur la solvabilité financière en matière d'obtention de certification OEA.

Compétence professionnelle pour OEA : Il faudra voir quel lien entre le CDU et la norme sur les compétences douanières du CEN (Comité Européen de Normalisation) sur laquelle l'AFNOR en France travaille actuellement.

Il est primordial qu'on détermine cette notion notamment pour les commissionnaires en douane compte tenu de l'évolution de la représentation en douane dans le CDU.

Professionnalisation accrue à rechercher rapidement.

AUTO ÉVALUATION/ SELF ASSESSMENT (SA) Slide 10

L'idée d'auto-évaluation envisagée jusqu'à présent reposait sur une délégation totale de la part des autorités douanières (l'opérateur effectue les opérations douanières, s'auto-surveille, calcule les droits de douane et les taxes correspondants et en notifie les montants la douane). A la suite des derniers ateliers, il apparaît que l'autoévaluation est une délégation des compétences de la douane aux opérateurs du commerce international qui auraient la possibilité d'accomplir une ou plusieurs des formalités prévues par le CDU (la notification de la dette douanière, la certification de sortie, la vérification de la conformité avec les règles de prohibitions et restrictions, et la transmission des données statistiques aux autorités compétentes).

Ainsi, il semblerait que l'ICM avec dispense de notification de présentation ne serait pas une condition pour bénéficier de l'autorisation SA. L'autoévaluation pourrait être envisagée, à ce stade, avec tous types de procédures douanières.

Au-delà de la question de la déclaration c'est la question de l'éligibilité à l'auto-évaluation : OEA C (Customs) minimum mais faut-il d'autres conditions ?

Ce qui est soutenu : statut OEA C, plus des conditions supplémentaires dont un cahier des charges de traçabilité informatique plus poussé, une capacité à gérer les prestataires de la chaîne logistique et une expérience professionnelle confirmée : les personnes responsables de la gestion de l'auto-évaluation devrait avoir un diplôme et un minimum 3 ans d'expérience. Néanmoins, l'OEA reste, à ce stade, la porte d'entrée principale. Cependant, des conditions supplémentaires seront exigées proportionnellement aux formalités ou aux contrôles délégués.

Point problématique sur lequel la DGDDI est preneur des avis des opérateurs : le cas de l'export. A partir du moment où il n'y aura pas de déclaration « Delta » poussée vers l'administration, comment faire à l'exportation concernant l'attestation fiscale de sortie et le message EXS lié à la sûreté-sécurité ? Aura-t-on une procédure de dédouanement avec non dépôt de déclaration d'export mais dépôt ensuite d'une déclaration sécuritaire et fiscale ? Recours systématique à des preuves alternatives pour la fiscalité ? La piste d'audit fiscal est en cours de discussion également.

VENTES SUCCESSIVES : Slide 11

Le texte actuel revient sur la possibilité d'utiliser les ventes successives dans le cadre de l'évaluation en



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

douane. Certains EM souhaitent garder cette possibilité. La douane française a besoin d'être convaincue de son utilité économique et lance un appel afin d'obtenir l'avis des entreprises de toutes tailles sur le sujet : description des besoins économiques des opérateurs, preuves chiffrées à l'appui, pour les groupes/grandes entreprises, mais également pour les PME.

Un des arguments pour la suppression : le système de l'utilisation de la première vente à l'export pour le calcul des droits à l'import favorise les grands plutôt que les petits donc concurrence déloyale. Il faut prouver que l'utilisation des ventes successives peut être un fort argument dans la capacité à attirer des flux.

La douane organisera une réunion sur le sujet avec les fédérations et organismes professionnels le 9 juillet 2014.

Q : Dans le cas d'une marchandise chinoise mise sous entrepôt sous douane (tous types sauf D qui disparaît aussi dans le CDU) en France puis revendu à une société française : taxation sur quelle vente ?

R : la dernière vente a priori.

DÉCISIONS ET DROIT D'ÊTRE ENTENDU : Slide 12

2 jours de débat mais pas de vraies conclusions.

GARANTIES : Slide 13

RÉGIMES PARTICULIERS : Slide 14

C'est le sujet qui a fait l'objet du plus grand nombre de commentaires des EM (près de 1000 sur les 4000 depuis janvier 2014) : il faudra donc y porter une attention particulière car c'est la partie la plus modifiée des actes.

Notion de « véhicule » : sujet du périmètre de l'extension de l'art 544 c à d'autres filières que l'aéronautique civile (aéronautique militaire mais pourquoi pas aussi l'automobile...).

Art 544 c = facilités permettant d'importer des marchandises de pays tiers à droits nuls qui sont réputés réexportés dès l'import avec des exigences de traçabilité quasi nulles.

Point sur lequel la DGDDI a consulté la DGCIS.

Q : Est-ce que l'impact sur l'origine préférentielle a été discuté ?

R : Non

Q: Concernant les REC pour les produits agricoles notamment application des annexes 73 et 74, les opérateurs n'ont pas eu retour de la Commission européenne. S'agit-il de points en suspens ?

R : À vérifier.

DÉPÔT TEMPORAIRE : Slide 15

Quelle politique des contrôles va-t-on adopter au niveau européen pour suivre les marchandises car pas de transit dans les transferts UE entre les dépôts temporaires. Simple écriture dans une gestion de stock avec notification auprès du seul bureau de départ.



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

Pose un sujet de suivi : genre de système de « gestion centralisé dépôt temporaire ».

Dans le système vers lequel on va en DT mais aussi pour les REC et la destination particulière (qui devient un REC) la douane va attacher de plus en plus d'importance à l'agrément des écritures afin que cela ne soit pas la porte ouverte à des quiproquos et contentieux.

Des règles plus précises et peut-être des cahiers des charges seront nécessaires.

Q : Peut-on envisager une certification des écritures ?

R : À voir. Il faudra néanmoins une meilleure harmonisation des écritures et une gestion plus professionnelle de la douane et du secteur privé. La certification se fera à travers l'obtention du statut OEA. L'essentiel est l'utilisation des outils privés.

Q : Y-a-t-il une reconnaissance du fichier des écritures comptables (FEC)?

R : Non car ne répond pas complètement à la question

Q : En y ajoutant des champs complémentaire ?

R : à voir.

MULTIPLE-FILLING : Slide 16

C'est une disposition nouvelle à la demande de la France et des Pays-Bas afin de répondre au problème des déclarations ICS de mauvaise qualité qui ne permettent pas d'avoir des informations pertinentes pour un ciblage sûreté-sécurité efficace.

Au lieu d'avoir 1 message ENS (message sûreté-sécurité dans le cadre du programme ICS) envoyé par 1 opérateur) comme actuellement (généralement le transporteur) le multiple-filling offre la possibilité que l'ENS se compose :

- soit de 1 message mais envoyé en 2 temps voir plus
- soit de 1 message mais envoyé/compété par plusieurs opérateurs.

Système plus ouvert. Mais il reste à définir les questions de responsabilités et de valeur juridique des différents messages et la gestion des divergences entre les données des 2 parties du message, etc.

Une disposition du code permet au DAA de servir à la fois d'ENS, de présentation en douane et de déclaration en douane. Dans ce cas : lien avec l'archivage.

Les exemptions ENS pour le fret postal et les envois de valeur négligeable ne seront pas reprises dans le CDU ; elles seront remplacées a priori par un critère de poids qui demeure à définir.

Problème de remplissage en 2 temps , dans le CDU, le pays d'entrée reste responsable de la gestion des risques ICS (la décision du "do not load). Quel pays ou quel service au sein de l'UE sera chargé du " do not load" si un des messages est transmis à un autre EM que le pays d'entrée de l'UE ?."

Par ailleurs il y a également le problème du mariage des données.

L'ORIGINE DANS LA REGION PANEUROMEDITERRANEE Voir présentation en annexe slide 17 à 21

Actuellement, cette zone est constituée sous la forme d'un réseau d'accords commerciaux bilatéraux, qui incluent chacun un protocole « origine » de type paneuromed. Cette identité de règles permet de



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

réaliser le cumul d'origine. Pour faciliter la gestion et la modernisation des règles d'origine paneuromed, les protocoles bilatéraux « origine » seront progressivement remplacés par un lien à la Convention régionale sur les règles d'origine préférentielle paneuromed qui reprend les règles d'origine paneuromed actuellement en vigueur.

Les règles d'origine paneuromed en vigueur actuellement ont été élaborées dans les années 1980. Compte tenu de l'évolution du contexte technologique et commercial de la zone, ainsi que des échanges hors de la zone (nouveaux accords de libre-échange, révision du SPG, etc.), il est désormais indispensable de moderniser et de simplifier ces règles.

Les partenaires paneuromed seront réunis en septembre 2014 pour un séminaire de haut niveau, puis à la mi-octobre 2014 en groupe de travail paneuromed pour aborder les points techniques.

En septembre 2014, la Commission doit disposer d'une position claire et explicite de la part des Etats membres, qui lui permette de dessiner la position de l'UE et, à partir de cette position, de négocier franchement avec les pays partenaires pour finaliser la révision des règles.

Pour être en mesure de porter la position française auprès de la Commission européenne, la DGDDI sollicite la transmission des positions, commentaires argumentés et propositions du secteur privé pour le 4 août 2014.

GUICHET UNIQUE NATIONAL (GUN) :

Le secteur le plus avancé est le vétérinaire, et nous avons obtenu l'accord du ministère de l'alimentation pour l'étendre au phytosanitaire et la DGCCRF est en train de regarder pour les certificats alimentaires.

Le lien existant entre Delt@ et la base TRACE (utiliser par 3 services) pour la partie vétérinaire permettra d'avancer sur l'extension au phytosanitaire.

2 expérimentations sont menées cette année :

- les certificats d'exportation agricoles (en juillet 2014, puis recettes en octobre)
- les certificats CITES avec la SUISSE (UE/ Suisse = échanges dans lesquels il y a le plus de certificat CITES au monde - prévu à l'automne 2014)

Concernant les matériels de guerre : le système SIGALE permet maintenant de dématérialiser les licences export de matériel de guerre. 4 binômes pilotes opérateurs du secteur de l'armement (représentant 30 % du marché export) /prestataires informatiques EDI vont entamer une expérimentation d'ici la fin de l'année qui sera ensuite généralisée en milieu d'année 2015.

Le principe sera ensuite étendu aux biens à double usage (BDU) qui présente la même problématique. Viendront ensuite les semences, l'immatriculation de voiture etc.

Q : Pour les matériels de guerre et les BDU est-ce que cela permettra le suivi des imputations des licences ?

R : La demande et l'autorisation sont d'abord dématérialisées par les ministères concernés, puis un lien est fait dans la déclaration Delta avec le n° d'autorisation délivré : le système vérifie la licence et l'impute automatiquement.

Q : Donc pour les BDU la demande va être dématérialisée ?

R : C'est un préalable obligatoire pour la mise en œuvre du GUN. Pour les biens à double usage la



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

dématérialisation se fera via le système EGIDE.

La difficulté est que l'information marchandise demandée sur déclaration ne correspond pas à la description des marchandises sur l'autorisation.

Il fallait trouver le moyen de mettre à l'intérieur de la déclaration Delt@ un moyen d'accéder aux informations nécessaires à une comparaison avec les informations contenues dans les autorisations des ministères concernés notamment SIGALE, EGIDE, etc.

Le système est aujourd'hui en test.

Q : Est-ce que cela va également gérer les autorisations de l'ANSSI ?

R : L'ANSSI ne délivre pas directement les autorisations, c'est le SBDU via passage par ANSSI lorsque c'est nécessaire (partie non dématérialisée). Le développement du GUN se fait avec le SBDU.

Q : Concernant la dématérialisation dans le secteur des contributions indirectes : le projet « Ciel » prévoit la dématérialisation des DRM (Déclaration Récapitulatives Mensuelles) à l'horizon 2015 ? Actuellement il n'y a aucune information du bureau F/3 vers les opérateurs et notamment les prestataires informatiques. Est-il possible d'être associé au projet ?

R : La remarque sera transmise au bureau F/3

Q : Les autres documents d'ordre publics seront-ils également concernés ?

R : Oui. On a répertorié à partir des codes documents Delt@ le palmarès des documents utilisés ce qui a permis de déterminer un ordre de priorité.

Q : Concernant SIGALE, quid du D48 comme preuve de destination finale dans le cas du GUN ? Est-il dématérialisé ou va-t-il disparaître ? La procédure est difficile à gérer pour les opérateurs

R : Pour le moment non. L'obligation de D48 demeure telle que.

MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU CONSEIL STRATEGIQUE D'ATTRACTIVITE

1/ Réflexion sur le « one stop shop » : la douane va organiser à la rentrée un atelier de réflexion afin de rationaliser l'intervention de plusieurs administrations sur un même envoi de façon à éviter la multiplication des temps de contrôles particulièrement dans le domaine sanitaire. La mise en place du guichet unique devrait aider au pilotage de ces contrôles.

2/ Mise en place d'un portail unique d'interface qui serait la « devanture » du GUN auprès duquel l'ensemble des formalités import-export pourraient être réalisées. Sorte de « PRODOUANE » étendu aux autres administrations CITES, BDU etc...

3/ Finalisation de la dématérialisation des déclarations en douane : le fret express et postal à l'export ne sont pas encore dématérialisés. Développement d'un DELTA X export pour compléter la procédure à l'import. Échéance de travail : mi 2016.

4/ Autoliquidation de la TVA à l'import : bouclage d'ici fin juin avec la direction de la législation fiscale. La



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

mesure sera dans le projet de loi de finance afin de transférer la compétence de la perception aux services des impôts. Parallèlement, on inventorie les sujets informatiques ; fonctionnera comme AI2 avec un CANA spécifique. Le projet est à boucler pour le 15 juillet 2014.

Un travail est mené notamment sur le volet comptable avec le service contrôle des impôts, afin de vérifier que si on ne paye pas d'un côté, que ce soit réglé de l'autre ce qui implique des échanges d'information notamment sur le volume de dédouanement des entreprises concernées

Information des opérateurs à la rentrée pour une mise en œuvre au 01.01.2015.

Q : Quels seront les opérateurs éligibles, uniquement les détenteurs de PDU ?

R : Oui et sur demande. Modalités pratiques précisée en septembre.

Q : Demandes gérées au niveau central ?

R : Non, au niveau local car cela relève du pouvoir administratif régional

Q : Cela sera-t-il étendu aux PDD à terme ? Y aura-t-il basculement systématique en PDU même pour les sociétés qui n'ont qu'un seul site ?

R : Les entreprises qui ne travaillent réellement que sur un seul site sont assez rares finalement car il y a toujours utilisation d'autres points de détournement pour des envois annexes, express ou autres. C'est pour cela que le passage de la PDD à la PDU peut se faire assez naturellement car les entreprises ont plusieurs types de flux

Q : Donc une société avec un seul site peut avoir une PDU ?

R : Oui, si elle a au moins 2 points d'acheminement différents des marchandises pour différents types de flux. C'est le critère du nombre de bureau douane impliqués dans les trafics qui détermine l'utilisation de la PDU. Mais le demandeur doit avoir la maîtrise du flux : on demandera une traçabilité informatique soit du client soit de son prestataire.

Évolution dans la politique de rattachement des plateformes d'entrée et sortie dans les procédures.

Q : Quid de la création du Service Grands Comptes (SGC) ?

R : Sa mise en place demande une réorganisation administrative dans environ 40 textes

Il y aura un impact sur les bureaux de douane actuels = évolution oui mais progressive.

Il faut déterminer également les modalités. Le dispositif sera calé avec une double progressivité :

- étape 1 : extension du champ de compétences de la MGE actuelle, qui va gagner la capacité de délivrer des autorisations dans le courant de l'année prochaine

- étape 2 : création d'un bureau de douane « grands comptes » habilités à recevoir des déclarations en douane pour environ 60 groupes s'ils le souhaitent

Tout cela sera fait dans la perspective du dédouanement centralisé prévu par le CDU : toutes les déclarations seront déposés sur le bureau de supervision (nouvelle appellation des bureaux de domiciliation) et non pas dans les bureaux de rattachement. On va donc vers ce type de processus dans l'organisation nationale pour s'aligner avec l'avenir du CDU. Nécessité de faire évoluer, très progressivement entre 2016 et 2018, la mise en conformité des PDU actuelles « à la française » avec le CDU pour ne pas avoir 2 modes de fonctionnement. La transition douane est à organiser.

Q : Où sera basé le SGC ?



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

R : Ce n'est pas acté. Paris a été demandé. Cela ne sera pas sur le site de la Direction Générale à Montreuil. Le mode de fonctionnement « bureau de douane » sera mis en place vers 2016 car cela demande une adaptation importantes de Delt@. Étalement également de l'entrée des opérateurs dans le SGC sur le principe du volontariat.

Cela impliquera une modification des relations avec le service local car les déclarations seront déposées uniquement dans le bureau de supervision ce qui n'est pas le cas actuellement. Le SGC établira le programme de contrôle de l'opérateur en concertation avec les bureaux qui participeront au contrôle immédiat et a posteriori. Il jouera aussi un rôle de pilotage important permettant une meilleure cohérence globale des contrôles. Ce sera un bureau de douane apte à faire des contrôles ex post.

Les Équipes « conseil » et « contrôles » étant séparées. Rappel les réunions actuelles avec la MGE font systématiquement l'objet de compte-rendu.

Principe de base : 1 ou 2 réunions par an avec l'opérateur pour revoir les processus avec intégration de nouvelles fonctions.

Il faut un processus clair expliqué aux opérateurs concernés.

Q : Cela concernera-t-il aussi les contributions indirectes ?

R : Pour le moment non, cela concernera d'abord le dédouanement classique. Mais on a entamé une réflexion sur le sujet mais les opérateurs du secteur ne feront pas parti des premières vagues.

Q : Il existe une expérimentation « relation de confiance » pour les contrôles de la direction « grandes entreprises » des impôts. Y-a-t-il une réflexion de la DGDDI sur ce type d'expérimentation ?

R : Oui et non car se pose le problème du contrôle physique et du nombre de déclaration. Les impôts c'est du déclaratif à échéance alors que la formalité douanière est liée à un flux physique, au-delà de la relation de confiance avec la douane via le statut OEA. La comparaison pourrait avoir du sens mais les situations sont différentes.

Q : Dans le cas de la centralisation du dédouanement, quid du bureau de suivi pour les REC ? Les écritures de suivi seront-elles tenues par le bureau local ou le bureau de supervision ? Notamment dans le cadre du PA réparation.

R : Le bon sens administratif voudrait que ce soit le service local qui effectue les contrôles même si la demande a été traitée par le bureau de supervision. Le bureau de supervision aura néanmoins un rôle particulier : c'est lui qui délivre la procédure et pilote les contrôles donc le bureau local agira comme prestataire de services du bureau de supervision. C'est une des difficultés, il faut se servir du CDU pour bien marquer les rôles des différents bureaux.

Q : c'est une partie de la démarche, aujourd'hui les bureaux locaux ont le pouvoir de visite, et demain ?

R : Demain ils n'auront pas les déclarations. Donc il faut une gestion intelligente des relations entre les bureaux.

Q : Concernant l'obtention du statut OEA, est ce qu'il serait possible d'avoir un modus operandi de la marche à suivre pour l'agrément OEA dans les autres EM ? Nous sommes confrontés à des problèmes d'harmonisation.



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

R : C'est en cours au niveau de la commission européenne qui a fait un questionnaire et qui maintenant synthétise les réponses. Il faut demander à la commission de faire un monitoring des EM pour mettre de l'harmonisation dans les processus.

Code des douanes de l'Union règlement 952/2013 du parlement et du conseil du 09/10/2013 :

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013R0952&rid=1>



Proposition de directive du parlement européen et du conseil sur le cadre juridique de l'Union régissant les infractions douanières et les sanctions qui y sont applicables :

http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/common/legislation/proposals/customs/com%282013%29884_fr.pdf

Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal (Directive PIF)

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52012PC0363&rid=1>

SAVE THE DATE

13^{ÈME} COLLOQUE DOUANIER EUROPÉEN DE L'ODASCE

19-20 novembre 2015 à Bordeaux

Palais de la Bourse

« Dédouaner demain : Évolution ou Révolution? »

L'ODASCE vous aide à prendre le train du dédouanement en marche

Plus d'informations disponibles prochainement

Nous contacter : contact@odasce.org